

Creuse-Citron

Journal de la Creuse libertaire - N°13 - été 2007 - prix libre



Comme prévu, le grand « jeu de massacre » de la législation sociale, déjà si contestable, a commencé sans perdre de temps. Tout va y passer : du travail (durée, contrat, protections...) jusqu'à la justice (condamnations, emprisonnement...) sans oublier la plupart des autres secteurs de la société comme l'éducation, la défense, l'information, la « sécurité intérieure », la santé...

Les déclarations provocatrices associées aux décisions iniques déjà prises prouvent que nous n'exagérons pas la situation. Nous avons bien à faire face à un véritable projet idéologique de destruction des quelques solidarités restantes.

Le réveil pour les personnes hypnotisées par la rhétorique sarkosienne de type subliminal risque d'être des plus douloureux. Pour les autres, la lutte et la résistance ont déjà commencé à devenir leur quotidien avec tous les risques accentués que cela va comporter.

Et comme l'histoire nous l'a toujours montré, on peut penser une fois de plus que

***le monde sera sauvé,
s'il peut l'être, par les insoumis !***

Tous en colère

Parano policière ? p. 2
Chasse et lettre ouverte p. 3

La gueule toute verte

Abeilles radioactives p. 4-5

Soutanas

Histoires de cul p.6
Les curés la ramènent p. 7

Programmes de l'été

Les touristes se ramènent p. 8
Abonnez-vous p. 9

Mauvaise fréquentations

Les outils de l'Atelier p. 10-11

Nouvelles de la réserve

Précarité aux champs et
ogres en liberté p. 12-13

Mauvaises lectures

Best-sellers des broussailles
p. 14

Revue de crise

La revue du 14 juillet p. 15

Rendez-vous !

Vous êtes cernés p. 16

**Comprendre le
monde n'a de
sens que si c'est
pour le
transformer**

2 - Tous en colère



On nous a contacté pour nous faire part de cette initiative « MATIN BRUN ». C'est vrai que cela peut paraître assez citoyenniste et ce n'est pas vraiment notre « tasse libertaire » mais, en ces temps de résistance indispensable, faut-il faire la fine bouche ?

Matin brun est une nouvelle d'une dizaine de pages écrit par Franck Pavloff en 1998 aux éditions Cheyne. Son prix est d'un euro. Réédité, il est facile de se le procurer.

Un aperçu peut en être donné avec ces quelques phrases : « *Charlie et son copain vivent une drôle d'époque, celle de la montée d'un régime trouble : l'état brun. Dans la vie, ils vont d'une façon bien ordinaire : entre bière et belote. Ni des héros, ni des salauds. Simplement pour éviter les ennuis, ils détournent les yeux. Mais sait-on assez où risquent de nous mener collectivement les petites lâchetés de chacun d'entre nous ?* »

Main brun est un livre contre l'oubli d'une idéologie d'exclusion, d'aviilissement qui s'est installée à petits pas, insidieusement, en France et en Europe dans les années 30 et a conduit à l'extermination de plus de cinq millions d'êtres humains. Si *Matin brun* nous « touche » particulièrement aujourd'hui, c'est que certains discours politiques

entendus récemment lui font écho. Nous appelons à la vigilance pour que la Solution Finale ne revienne pas. Une Solution Finale globalisée qui commencerait par les sans-papiers, puis, la porte déjà bien ouverte, s'étendrait aux chômeurs, aux pauvres, aux homosexuels, aux sans-domiciles fixes, aux intellectuels, aux politiques, à toutes les minorités...

La « chaîne contre la haine » est l'idée que chacun d'entre nous achète un *Matin brun*, le lise et qu'après l'avoir lu en achète 10 autres et les donne autour de lui. Puis que ceux qui l'ont reçu, agissent de même... ainsi la « chaîne » se forme. Celle-ci n'est pas un contre-pouvoir, c'est un mouvement de pensées, d'informations de réflexions pour rompre l'isolement, le chacun chez soi et le chacun pour soi.

Pour tout contact : http://matinbrun.canalblog.com/archives/matin_brun

Orwell or not Orwell

L'air de rien, l'étau se resserre inexorablement de mois en mois, ne laissant que peu de place pour une liberté déjà bien entamée. Tout s'est accéléré il y a quelques années, à chaque fois, pour des raisons plus ou moins fallacieuses : une sécurité insuffisante montée en épingle par une extrême-droite à l'affût, de nouvelles classes aussi dangereuses que l'ancienne pour quelques bourgeois effarouchés, de ce, bien pratique, terrorisme islamique au couteau entre les dents ...

Fichage généralisé

Les fichiers se sont rajoutés les uns aux autres : le STIC (Système de Traitement des Infractions Constatées), le JUDEX (système Judiciaire de Documentation et d'EXploitation), le RG (fichier des Renseignements Généraux), le SIS (Système d'Information Schengen), le FNAEG (Fichier National Automatisé des Empreintes Génétiques)... De quoi donner un sérieux tournis ! Le pire, c'est que tous ces fichiers sont en cours de croisement, ainsi la maille du filet du contrôle social devient de plus en plus petite. La «pêche» n'est plus qu'au gros, elle se généralise à l'ensemble de la population, même à ceux qui auraient pu croire qu'ils étaient au-dessus de tout soupçon.

Pas d'âge !

Quelques crânes d'oeufs plus réactionnaires que la moyenne pensèrent qu'il fallait traquer le probable «asocial» (c'est-à-dire tout le monde) le plus tôt possible : dès la naissance voire intra utéro ! Nous avons déjà parlé dans un précédent Creuse-Citron du fameux rapport de l'INSERM concernant les tous jeunes enfants. Il y aura toujours quelques scientifiques pour justifier et amplifier «la voix de leur maître», c'est-à-dire en l'occurrence, Sarkosy et sa «loi sur la prévention de la délinquance».

L'institution scolaire et ce qui l'entoure ne devaient pas être en reste. Un fichage des plus douteux des élèves du primaire a donc été mis en place sans que beaucoup de voix ne s'élèvent. Et certains n'hésitent plus à «enfoncer le clou» du contrôle qui mène à la soumission, ainsi à Arnac-la-Poste (Haute-Vienne), un «permis à points» a été mis en place pour les bambins de l'école primaire qui vont à la cantine. Un point en moins pour «crier de façon intempestive», trois points pour «se bagarrer», quatre points pour «jouer avec la nourriture»... pour finir par être privé de cantine ou être convoqué (les parents) chez le Maire. Voilà de l'éducation sérieuse qui fera du futur citoyen, un être libre et autonome !

Les élèves de collége se devaient de ne

pas être oubliés, c'est fait à Aubusson et ailleurs avec la «note de vie scolaire» officielle qui comptera pour l'examen de fin d'études de premier cycle (là aussi, on retrouve le listing des points à enlever avec la sémantique branchée des «incivilités», sans oublier le bonus pour le «délégué de classe»). Le but pas vraiment avoué est de pacifier les établissements : on croit rêver ! Que de telles idées puissent germer sous le crâne de quelques bureaucrates politiques, laissent imaginer l'indigence intellectuelle de ces «pauvres» gens et leur degré de soumission à l'autorité, le doigt rigide pointé vers la couture de cette attitude indécorable.

Docile et soumis

Entre les différents fichiers, les contrôles biométriques, les surveillances informatiques, les multiples écoutes, les «permis à points», les «notes de vie scolaire»... il ne reste plus que quelques lambeaux de cette vraie vie dont on pourrait penser, sans doute à tort, avoir encore droit.

L'arsenal est là (et se renforce) pour soumettre, pour évaluer, pour contrôler, pour neutraliser chaque individu, au cas où il aurait l'idée de vouloir vraiment vivre.

Etre rebelle et insoumis à ce totalitarisme de pacotille reste une des ultimes utopies à cultiver !

Pas de fermeture pour la chasse à l'enfant !

Démagogie, cynisme et racisme faisant office de lignes directrices à la politique sarkosienne d'immigration, la chasse à l'enfant n'a pas été fermée pour ces vacances scolaires d'été. Bien au contraire, cette immonde traque se poursuit au gré des préfets soumis à la pression de leur hiérarchie mais bien plus souvent à leur réflexe d'obéissance aveugle, «le doigt sur la couture» ! Cela peut rappeler de tristes périodes, et le nouveau ministère de l'immigration... ne fait qu'enfoncer un peu

plus le clou réactionnaire. Voilà ce qu'en pense Maurice Rajsfus (qui est bien placé pour apprécier la chose) : *Le nouveau ministère de l'immigration, de l'intégration et de l'identité nationale, constitue une véritable provocation. Bien plus qu'un clin d'oeil aux électeurs du Front national, ce ministère est appelé à mettre en oeuvre une gigantesque entreprise raciste, par destination. Sans faire d'amalgame, cette administration d'exclusion pourrait être comparée au Commissariat général aux questions juives, qui a sévi dans ce pays, de*

1941 à 1944 (1). Ci-dessous, nous vous proposons un texte à l'initiative de RESF (Réseau Education Sans Frontière) 87, en accord avec RESF 23 et RESF 19 qui a été envoyé fin juin à tous les chefs d'établissements, directeurs d'écoles élémentaires et maternelles de l'académie de Limoges.

(1) tiré de son interview dans *No Pasaran* (juillet-août 2007). Rajsfus a écrit de nombreux livres et il est directeur de «l'Observatoire des libertés publiques».



Madame, Monsieur le Principal,

Alors que la fin de l'année scolaire approche et que la rentrée scolaire 2007 se prépare activement, nous nous permettons de nous adresser à tous les directeurs d'école, principaux de collège, proviseurs de lycées d'enseignement général comme professionnels de la Haute-Vienne.

Attaché notamment au principe du droit pour tous à l'éducation, le Réseau Education Sans Frontières a multiplié depuis deux ans les actions et manifestations de solidarité à l'égard des enfants, jeunes, familles et de tous ceux qui vivent avec nous dans nos écoles, mais qui se trouvent par ailleurs privés du droit au séjour et menacés à tout moment d'expulsion (24 000 en 2006). A travers différents incidents et faits, nous avons pu mesurer les dégâts d'une politique que nous jugeons inhumaine, indifférente au respect des droits de la personne et fondée sur la méfiance, voire l'hostilité vis-à-vis des étrangers.

Ainsi, même si nous ne doutons pas de votre bonne connaissance de la réglementation existante, nous avons décidé de faire un récapitulatif des circulaires qui évoquent la scolarisation et la protection des élèves étrangers.

En ce qui concerne la scolarisation, la circulaire du 20 mars 2002 rappelle qu'aucune condition de nationalité ne doit être opposée et aucune discrimination faite à l'égard des enfants étrangers ayant au moins trois ans. Même chose pour le collège et le lycée, le Conseil d'Etat a estimé qu'aucun titre de séjour ne pouvait être exigé pour l'inscription d'un élève, y compris pour ceux qui sont majeurs (La circulaire du 20 mars 2002 indique que le Ministre de l' Education nationale a alors estimé qu'il n'appartenait pas à ses services de contrôler la régularité de la situation administrative des élèves majeurs). Ces élèves doivent aussi pouvoir effectuer les stages et les périodes de formation prévus dans les programmes d'enseignement, la circulaire du 20 mars 2002 précisant que, « l'entreprise n'a pas à contrôler la régularité de leur situation au regard du séjour ». En revanche, pour un contrat d'apprentissage, les apprentis étrangers doivent être titulaires d'une autorisation de travail et donc du titre de séjour qui l'accompagne. Seuls les jeunes ressortissants d'un Etat membre de l'UE ou de l'Espace Economique Européen en sont dispensés.

Pour ce qui est des examens, la circulaire du 20 mars 2002 fait obligation de fournir aux candidats un certificat de scolarité avec photo certifiée conforme par le chef d'établissement, pièce alors considérée comme valide pour attester de leur identité.

Enfin, en ce qui concerne la présence de la police dans les établissements scolaires, la circulaire du 29 mai 1996 (BO n°23 du 6 juin 1996) précise que « c'est au proviseur, au principal ou au directeur d'école (...) qu'il revient d'apprécier si 'des personnes tierces au service' doivent être introduites à l'intérieur de l'établissement ». Seule obligation légale : « faciliter l'action des forces de police agissant sur commission rogatoire d'un juge d'instruction ou dans le cadre d'une enquête de flagrant délit (par exemple, à la suite d'un crime ou d'un délit venant de se commettre à l'intérieur d'un établissement ou à ses abords) ». Les policiers qui viennent chercher un enfant étranger pour qu'il soit ensuite reconduit à la frontière n'agissent donc pas dans ce cadre. Vous êtes alors parfaitement en droit de leur refuser l'accès à l'établissement d'autant plus que vous ne pouvez remettre un mineur qu'au(x) titulaire(s) de l'autorité parentale ou aux personnes mandatées par lui. Cela signifie que la police ne peut dans ce cas de figure agir qu' à la « demande » écrite des parents.

Si nous nous permettons de faire ces rappels, c'est parce que la police a à plusieurs reprises sur le territoire national commis des abus et outrepassé ses droits. A notre connaissance, cela ne s'est jamais produit dans le département de la Haute-Vienne et, en général, dans l' Académie de Limoges ; nous espérons qu'il en sera de même à l'avenir. Nous vous demandons donc, quelle que soit l'évolution de la situation, d' être vigilants. Nous restons à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos respectueuses salutations.

Les membres du RESF 87, 19 et 23.

4 - La gueule toute verte

Considérations sur la décimation des abeilles

Récemment, un ouvrage intitulé *Pesticides, un scandale français (1)* a reçu de nombreux échos dans les médias. Un chapitre entier est consacré aux conséquences dramatiques sur les abeilles de l'emploi des pesticides en agriculture, particulièrement du « Gaucho » et du « Régent ».

Le livre de Guy Bernelas *La robe de Médée (2)* porte apparemment sur le même sujet mais n'a suscité aucun commentaire bien qu'il soit paru antérieurement. L'enquête factuelle relevant dans les deux ouvrages de la même solidité, l'exposé des raisons du silence affectant le deuxième suffira, je pense, à en montrer l'intérêt.

Il est aisé de prétendre que l'emploi des pesticides n'est qu'un scandale propre à la France, même s'il a été facilité par un certain jacobinisme. Montrer l'aspect barbare de cet emploi par la « civilisation » industrielle, celle dans laquelle est née l'agriculture industrielle est autre chose.

Si la civilisation est le contraire de la barbarie, le concept de « civilisation industrielle » est une contradiction et toute critique ou lutte ne dépassant pas cette contradiction est inopérente.

Le fait essentiel dans l'histoire du Gaucho et du Régent est l'ampleur de la négation d'une évidente vérité : les abeilles meurent à cause de leur emploi. L'empoisonnement par la chimie est nié. Il est donc, en définitive, accepté.

L'idéologie de la « civilisation » industrielle considère que :

- tous ses problèmes relèvent de l'automédication (les problèmes induits par la technique seront résolus par la technique ; en l'occurrence celui des parasites en agriculture doit être résolu par les pesticides et les problèmes induits par la disparition des abeilles par, peut-être, des arbres génétiquement modifiés qui se passeront d'elles pour leur pollinisation),
- la technique est un instrument neutre, elle ne justifie aucune remise en question morale,
- sa carapace technique protège l'homme



- l'accès à la toute puissance est inhérente à son développement.

Comme dans le conte d'Andersen : « Les habits neufs de l'empereur », cette idéologie empêche de voir ces évidences : le roi est nu, l'humanité est rongée par la rouille de cette carapace technique telle la robe empoisonnée que Médée offrit à sa rivale, l'obsolescence de l'homme est à la clef de la perpétuation de cette civilisation (3).

La logique de l'analyse de Guy Bernelas conduit à une critique globale et fondamentale de cette société industrielle. La lutte contre chacun des aspects de cette civilisation, par exemple l'emploi des pesticides, ne peut se cantonner à son terrain : celui des experts et des institutions à sa botte.

Et le Limousin dans l'affaire ?

Le fait que l'apiculture concernée par la décimation des abeilles est surtout l'apiculture industrielle, celle qui produit à grande échelle du miel à partir de cultures industrielles (maïs, colza...) n'a pas aidé les syndicats d'apiculteurs dans leurs luttes contre les pesticides, puisqu'ils se plaçaient toujours sur le terrain institutionnel de l'industrie.

Le livre montre que l'apiculture des « amateurs », reste l'un des derniers bastions d'une possible conciliation « artisanale » avec la nature, à la portée de tout un chacun. C'est depuis ce terrain-là qu'auraient pu (ou dû) se

placer la lutte des apiculteurs, le terrain d'une autre vision du monde.

C'est cette autre vision du monde que nous fait entrevoir *La robe de Médée* et c'est sans aucun doute par là qu'il faut chercher pour renverser une société industrielle qui ne laisse plus leur place aux hommes.

Le silence des médias concernant ce livre juste et pertinent est donc compréhensible, puisqu'ils appartiennent à ce « terrain institutionnel » de l'industrie, ils ne sont pas du même monde.

Martine Deguillaume

(1) *Pesticides, révélation sur un scandale français* de F. Nicolino et F. Veillerette aux Editions Fayard

(2) Guy Bernelas (auto-édition ; trouvable à la librairie *Passe-temps* à Eymoutiers).

(3) On lira avec bénéfice à ce sujet : *L'obsolescence de l'homme* de Gunther Anders aux Editions l'Encyclopédie des nuisances.

**Là où nul n'obéit
nul ne commande**

À propos du nucléaire (encore ?)

Suite de l'article du précédent numéro de Creuse-Citron consacré aux manifestations antinucléaires de mars. Pourquoi parler du nucléaire dans Creuse-Citron., qui s'est donné pour vocation d'aborder d'abord les questions «locales»?

Rappelons que le nucléaire a par excellence aboli les distinctions entre local, national, ou même international : nous savons depuis Tchernobyl qu'un accident majeur à 200 kilomètres d'ici pourrait rendre notre région inhabitable pour des siècles (plus précisément : ceux qui continueraient d'y habiter crèveraient à petit feu) ; même une catastrophe à des milliers de kilomètres pourrait faire ici de nombreuses mais discrètes victimes. Par ailleurs, le Limousin a des liens très directs avec l'industrie nucléaire : par exemple une mine d'uranium y a fonctionné des décennies, à Bessines-sur-Gartempe, occasionnant des pollutions « discrètes » elles aussi, mais néanmoins redoutables.

Enfin, il y a quelques années, la commune de Crocq fut pressentie pour accueillir un site d'enfouissement de déchets nucléaires. Le projet est pour l'instant en sommeil, suite au choix de la malheureuse commune de Bure dans le département de la Meuse. Mais tant que l'industrie nucléaire existera, elle produira quantités de déchets, par définition ingérables, qu'il faudra bien mettre quelque part (essentiellement pour les y oublier) : un département dépeuplé et sans grand intérêt économique comme la Creuse, pourrait bien, en bonne logique bureaucratique, être choisi tôt ou tard par « nos élus » pour servir de dépotoir. Autant y penser dès maintenant . Cf dans le numéro un de C-C de sept. 2004 l'article « l'héritage radioactif en Limousin », et l'interview de Jean-Pierre Minne, président de l'association « Oui à l'avenir » (adresse : Mairie, 23260 Crocq) créée pour s'opposer au projet d'enfouissement.

Une coordination contre la société nucléaire a été créée il y a trois ans ; elle réunit pour l'instant, de manière assez informelle quelques dizaines de personnes

de diverses régions de France, et devrait sortir bientôt un deuxième numéro de son bulletin. Ecrire à C/C ou à « l'adresse nationale »: CCSN c/o CNT/AIT, BP 46 91103 Corbeil cedex. Les participants de la coordination se sont notamment rencontrés sur la base du rejet des méthodes et des buts du « Réseau pour sortir du nucléaire ».

Il n'y a pas là une volonté de surenchère radicale, mais le constat que l'actuelle situation catastrophique de l'opposition au nucléaire était dû bien sûr à l'évolution de la société dans son ensemble, mais aussi à des faiblesses et erreurs graves de cette opposition dans le passé, encore aggravées par le « Réseau » avec son choix de fonctionnement à la Greenpeace avec salariés, lobbysme, positionnement électoraliste et une analyse très insuffisante du nucléaire et de notre société.



Notre base minimum d'accords contient d'abord la revendication d'arrêt immédiat (c'est-à-dire très rapide, sur quelques mois ou années) du nucléaire. Cette question n'est pas du tout anodine : d'abord si l'on garde à l'esprit le risque croissant avec le vieillissement des centrales, d'une catastrophe majeure en France. Ensuite, parce qu'il est absurde, dans le cadre d'un système politique comme le nôtre, de parler, comme les Verts, le Réseau,...d'une sortie en vingt ou trente ans : chacun sait que les politiciens ne respectent pas les promesses qui concernent le mandat de quelques années pour lequel ils sont élus ; comment prendre au sérieux des engagements à si

long terme. L'autre base d'accord peut être résumée par l'exigence de démocratie directe, de délégation strictement contrôlée, de débat et réflexion collective réelle.

Ce n'est pas là non plus simple question de purisme ou de goût, mais la conviction que seule de telles manières de faire pourraient réellement permettre l'éventuelle réapparition d'une opposition conséquente : les pseudo réalistes ont fait tout le contraire depuis trente ans et leurs résultats ne sont pas particulièrement brillants. Dans une époque aussi désolée que la nôtre, il ne semble pas stupide de compter sur la possible faculté de chacun de réfléchir, de s'associer et d'agir par soi-même, pour essayer de se sauver collectivement du naufrage général ; en tout cas de ne compter sur rien d'autre.

Enfin, la troisième caractéristique des gens qui participent à la Coordination est qu'ils considèrent que le nucléaire est inséparable de la société qui le produit, et qu'il est impossible de le critiquer sérieusement sans remettre en question les fondements de notre société : le capitalisme et l'Etat, mais aussi l'ensemble de l'appareil de production industriel, la consommation de masse, ou la croyance aveugle dans le progrès technique et scientifique qui tient désormais lieu de religion.

Ainsi, à travers le nucléaire, c'est en fait toute la question sociale que l'on peut poser en des termes actualisés. Tout cela est sans doute ambitieux au vu de notre faiblesse actuelle, mais par delà l'existence ou l'éventuel développement de cette coordination, qui oserait nier l'importance et l'urgence des questions qu'elle pose?

Alors que les progrès rapides du réchauffement climatique et que la pénurie pétrolière laissent présager une relance du programme nucléaire à l'échelle française et mondiale, voire l'avènement d'une espèce nouvelle de monstre politique : un Etat gérant de manière de plus en plus autoritaire les crises écologiques et sanitaires et les bouleversements sociaux induits, en redéveloppant le nucléaire au nom de l'écologie.

6 - Vade retro soutanas

De tous temps les campagnes furent sous l'emprise des vampires du marché, du château ou du clocher, avides de clients, de sujets ou de fidèles ! Pour autant doit-on avaler l'image pieuse de paysans conservateurs voire réactionnaires, soumis à l'Eglise et à ses clercs ?

Comment expliquer que la terre limousine, sillonnée par 10000 prêtres au Moyen-Age, soit devenue la région la plus anticléricale ?

Par l'opération du Saint-Esprit, ou par une histoire de révoltes et de luttes qui ont vivifié ses villes et villages ?

Drôles de paroissiens !

Au sortir du Moyen-Age la vie sacerdotale ressemblait peu à une «vallée de larmes». Ainsi, en marge de la liste des prêtres du Limousin établie par l'évêché en 1530, on peut lire : «a des relations féminines», «a des enfants», «exerce des activités profanes». A Royère, par exemple, sur 23 prêtres, 16 sont notaires ou marchands. Dans de nombreuses paroisses, ils se regroupent pour gérer leurs biens, faire des prêts à leurs ouailles. Pour un simple paysan, devenir clerc permet d'accéder à quelques avantages, sans pour autant renoncer radicalement aux libres mœurs de l'époque.

Tentant d'exorciser les campagnes, Philippe de Montmorency, évêque de Limoges, brandit ses statuts sacerdotaux : «Tout curé doit avoir auprès de lui un clergeon dont il ne soit pas le père», «Interdiction de servir de fermier des revenus [collecteur d'impôts]»; il tonne contre les confréries (assemblée de clercs et de laïcs) qui organisent de «phénoménales agapes précédant ou suivant l'entrée d'un nouveau prêtre»...

Les petites chapelles rurales, couvertes de chaume, abritent bien quelque foi... mais aussi parfois des outils, du grain, des animaux. Les fêtes du Saint Patron, telle la Saint-Sébastien à Champagnat, les «ballades» sollicitant quelques guérisons miraculeuses, sont l'occasion de réjouissances bien païennes. Si Louis Pérouas (1) paraît nostalgique de ce qu'il identifie à une «religion du peuple», l'Eglise peut-elle se contenter de ce management «cool» des corps et âmes ruraux, alors que des prédicateurs traversant le Limousin s'effraient de «l'ignorance des vérités de la foi» qui y règne ?

Tornades dans les champs..., tempêtes dans les bénitiers

C'est qu'à l'époque ça branle dans le manche et de nombreux hérétiques secouent l'emprise de la papauté et de sa hiérarchie. Luther profite de ces mouvements et, brandissant la seule autorité de la Bible, crée un schisme dans le catholicisme qui donnera naissance au protestantisme. Mais un peu partout des paysans pauvres prennent les armes, et Luther, contre Thomas Müntzer qui prêche un «communisme évangélique», se range aux côtés des princes allemands qui massacrent les manants. De son côté l'Empire (papal) contre-attaque activant les feux de l'Inquisition, brandissant l'Index contre les livres, fomentant la Contre-Réforme.

En Limousin la reprise en mains est assurée par l'évêque Raymond de la Marthonie, traquant les démons par les «Statuts et

municipalités dans les campagnes ont été formées de soi-disant patriotes ennemis de la religion et des prêtres».

Partageux du temps des cerises...

L'Eglise, tel l'évêque de Tulle Jean-Baptiste Bertrand, s'oppose «à toute notion d'évolution ou de changement social». Le curé de Nouhant(2) fulmine contre l'influence de Montluçon et Boussac qui va jusqu'à «éteindre la foi» ! Le monde ouvrier se développe : manufacture d'armes de Tulle, carrières de kaolin de Saint-Yrieix, ganterie de Saint-Junien, porcelaine de Limoges... Des sociétés populaires se créent, notamment en Janvier 1870 à Limoges sous l'impulsion de porcelainiers de l'Association Internationale des Travailleurs (créée le 18 Septembre 1864).

L'essor des «idées nouvelles» est grand dans les campagnes creusoises : les migrations



règlements sacerdotaux» de 1619 : interdiction pour les prêtres de cohabiter avec des femmes, de fréquenter les tavernes, de pratiquer des emplois profanes ; contrôle sévère des confréries, des chapelles par les seuls curés ; création à Limoges d'un séminaire pour formater les futurs tonsurés... L'application progressive va permettre de resserrer les rangs (moins de 2000 prêtres en 1700) et d'assurer une base sociale plus sûre (2/3 sont issus de la petite et moyenne bourgeoisie).

De leur côté les paysans ne renoncent pas à échapper à la misère. En Juillet-Août 1789, ils s'arment contre les seigneurs, brûlent châteaux, titres de propriété, privilèges et, ô sacrilège, imposent la suppression de la dîme prélevée par l'Eglise ! Les retombées de cette «Grande Peur» consternent le curé de Crozant : «Presque toutes les

temporaires des «maçons de la Creuse» (quelques mois au village, le reste de l'année à Paris ou Lyon) concernent plusieurs dizaines de milliers de paysans. Ils s'investissent dans les luttes ouvrières, rapportent les échos de la révolution de 1848. Pierre Labrousse, archiprêtre d'Aubusson, dénonce les méfaits de l'émigration, «démoralisation pour les familles, danger pour l'économie et l'Etat» ! On retrouve ces «paysans-travailleurs» aux premiers rangs des communards parisiens de 1871 puis dans les victimes de la sanglante répression versaillaise, encouragée par l'Eglise et les bien-pensants : «Aucune région française, y compris Paris et sa banlieue, ne fut aussi durement touchée par l'insurrection et la répression qui la suivit que les arrondissements de Bourgneuf et d'Aubusson»(3).

... Soutanas vade retro - 7

Limousin, terre de mission... impossible ?

La Commune a marqué très fortement les campagnes creusoises, à tel point qu'Emile Parinet, curé de Fransèches, en décrit les conséquences «désastreuses au plan moral et religieux». En 1876, Alfred Duquesnoy, évêque de Limoges, tente de battre le rappel contre les effets diaboliques des Communes de Paris et Limoges : «Vous, bourgeois de nos villes, propriétaires aisés de nos campagnes, vous industriels, marchands, vous tous qui possédez et qui avez intérêt à la conservation de l'ordre, de la liberté, du droit, vous êtes menacés par les mêmes ennemis, vous pouvez devenir aussi leurs victimes». La peur étant source de foi, l'abbé Jean Grange pourra se réjouir quelques années plus tard (mai 1889) : «Il faut distinguer entre la classe élevée et la classe populaire de la région. Nous croyons être dans le vrai en avançant que, depuis 1789, la magistrature, le barreau, l'armée n'ont pas

montré autant de foi religieuse que dans ces derniers temps».

Depuis, la messe semble dite, l'anticléricalisme populaire s'est développé, marqué par l'accroissement des sépultures civiles, la diminution des baptêmes. En 1905 le Limousin sera la seule région dont tous les députés votent la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Les tentatives, au siècle dernier, de «réévangélisation» semblent avoir fait long feu, malgré les renforts de membres de la Mission de France à La Souterraine (1944), de prêtres-ouvriers à Limoges (1947), des «Oblats de Marie l'Immaculée» sillonnant en roulotte les campagnes creusoises dans les années 50. Il reste environ 250 prêtres en Limousin...

Emancipons-nous les uns les autres...

Enfant, je fus impressionné par l'enterrement d'un paysan creusois «au drapeau rouge». Plus tard j'appris l'importance des «maçons

de la Creuse» dans l'anticléricalisme rural. Ainsi les voies de l'émancipation, qui substitue la connaissance à la croyance, ne sont pas uniquement individuelles ; les révoltes, les luttes collectives, si on sait en garder vivante la mémoire, jouent un grand rôle. En se réappropriant notre passé, nous prenons des forces pour changer notre vie, ici et maintenant.

Elan Noir

Notes :

1-Beaucoup d'informations sont extraites de l'ouvrage de Louis Pérouas, prêtre et historien : *Les Limousins et leurs prêtres depuis cinq siècles*, 2002, Ed. Les Monédières.

2-Alain Corbin, *Archaïsme et modernité en Limousin au 19ème siècle, 1845-1880*, 1975, Ed. Marcel Rivière et Cie, réédité en 1999 par les Presses Universitaires de Limoges.

3-*Limoges la Rouge aura aussi sa Commune*. Presses Universitaires de Limoges.

Je comprends pas. Je comprends pas comment on peut diffamer une organisation comme l'Opus Dei, c'est dégueulasse. On n'a qu'à faire pareil que ces salauds de parlementaires belges qui la traitent de secte. Encore un coup des trois taches, les communistes, les laïques et les féministes. Saloperie de mafia rouge, lie de la terre. Ils font qu'à répandre le vice, l'insolence et les mauvaises pensées partout. Ils salissent la réputation des honnêtes gens, ils disent des choses affreuses sur nos meilleurs amis. Et maintenant la dernière mode, c'est de nous faire passer pour des assassins. Mais alors allez-y, allez-y, traitez d'assassins Paul Touvier, Alberto Fujimori, Augusto Pinochet, le général Franco, Maurice Papon, et pourquoi pas les oustachis tant que vous y êtes ! Moi ça me révolte, cette campagne de calomnies.

Over Dose, lectrice agacée, un peu

La Franc-maçonnerie catholique tient la forme !

LES PROTAGONISTES

Créée en 1928 en Espagne à l'initiative de José Maria Escriva de Balaguer, prêtre catholique canonisé en 2002 par Jean-Paul II, l'Opus Dei, bras occulte de l'Eglise catholique, est une organisation puissante et mystérieuse (soupçonnée de nombreux «coups tordus»), présente dans le monde entier.

Après la Lune est une toute petite maison d'édition (fondée en 2006) dont le gérant/directeur est l'écrivain Jean-Jacques Reboux.

LES FAITS

18 mars 2007. Parution en librairie de Camino 999, roman (fiction) de Catherine Fradier.

31 mai 2007. L'Opus Dei tente un procès à Jean-Jacques Reboux, en qualité d'auteur

principal, et son auteur, Catherine Fradier, en qualité de complice, pour diffamation à l'encontre de l'Opus Dei.

Il leur est reproché de faire référence dans le titre, Camino 999, à l'oeuvre de José-Maria Escriva El Camino (composée de 999 maximes spirituelles) et de mêler étroitement la fiction et la réalité, le vrai et le faux, sans avertir le lecteur. Et donc, par cela de porter atteinte à l'honneur et à la considération de la prélature de l'Opus Dei.

Avec ce type d'assignation, c'est la liberté d'expression et de création littéraire qui est mise en danger. Cette menace pourrait concerner demain, si elle faisait jurisprudence, tous les écrivains.

De plus, c'est l'existence même d'une petite maison d'édition qui est menacée compte tenu des frais importants à engager pour sa défense.

De la censure économique comme moyen plus discret d'une censure politique !



En soutien, achetons, en masse, ce petit polar « politique » et montrons ainsi notre détermination face à un obscurantisme fascisant que l'on aurait pu croire d'un « autre âge » !

J'ai vu Dieu. Elle est noire, communiste et lesbienne !

8 - Les programmes de l'été

L'Atelier

Bar - Brasserie - Boutique
23460 Royère de Vassivière -
0555645222 - latelier23.free.fr

Juillet-Août : *Exposition Errone*, du 2
Juillet au 3 Septembre

Samedi 21 Juillet - 22h : Concert
Les Poulpes volages - chanson/reprises

Jeudi 26 Juillet - 22h : Concert
7 Weeks - rock stoner metal
Lucy monostone - screaming heavy rock

Samedi 28 Juillet - 22h : Soirée Electro
Breakstage 4 avec :
Ziloub (mix) - Drum'n'Bass
Candy (live) - Breakbeat
Jeff Sp 23 (mix) - House / Nu Break / Garage

Mercredi 1 Août - 22h : Concert
Spline et la mauvaise herbe - chanson

Vendredi 3 Août - 22h : Concert
Le P'tit son - chanson

Mercredi 8 Août - 22h : Concert
Programmation en cours

Samedi 11 Août - 22h : Concert
Mabreuch - funk/jazz/afro-beat

Mercredi 15 Août - 22h : Concert
Haute Fidélité - blues/rock

Vendredi 24 Août - 22h : Concert
Jeff Zima Trio - blues du delta

Jeudi 30 Août - 22h : Concert
La Scana del Domingo - Rock cuivré et Ska
de comptoir



Lénon

La Spouze

Centre de Créations culturelles,
La Spouze 23230 La Celle sous Gouzon.
05 55 62 20 61

8èmes Jardins-Jeudis

Participation libre du public

26 Juillet à 21h : *Soirée Aragon*
Prévert, Isa et Herbé chantent Aragon
Quand les champs sont de Prévert :
Création avec David Fricker, Tonio Matias,
Mise en scène Hervé N.

2 Août 10h -20h : *Marché du livre*
d'occasion

21h : *Bernard Combi* : Eschantis, récital
de chansons occitanes

9 Août à 21h : *El Facteur* (6
intervenants), Groupe musiques actuelles

16 Août à 21h : *Le chant continue* avec
l'équipe des Jardins Jeudis

23 Août à 21h : *La grande balade des*
Jardins de La Spouze sur une idée de Jean-
Claude Bray avec Marion Faure (danseuse)
et toute l'équipe. Spectacles en différents
lieux du site avec la magie de la nuit
complice

Spectacles Hors les murs

21 septembre 18h30 à Evaux Les Bains
: *George Sand, la Correspondance*, lecture
spectacle

25 Juillet et 15 Aout 21h à Pionnat
(Ménardeix) : *Histoires à Histoires* :
Contes et orgues de barbarie,

Deux expositions du 19 juillet au 27
août : *Fabienne Cinquin, La lune, la nuit*
et la clef des champs: peintures, dessins...
Philippe Rolle, Arbres de La Spouze

Les Lundis Littéraires

Dans l'atelier du peintre Pierre Gavarni :
rencontres littéraires et musicales en
compagnie de conteurs, d'acteurs de
musiciens et cinéastes. Entrée libre.

Lundi 23 juillet à 21h : L'étrange
défaite avec Daniel Dayen - Historien Et
Pauline Cazier - flûte à bec. La drôle
de guerre et la débâcle de 1940
vécues par un témoin.

Lundi 30 juillet à 21 h : Lecture mise en
musique *Putain d'usine* de Jean-Pierre
Levaray avec Valérie Lavolle et Alain Brühl
Compagnie Action Discrète (Voir Creuse-
Citron n°12).

Lundi 6 Août à 21h : *Boris Vian* Un
jour il y aura autre chose que le jour avec
l'équipe des Jardins-Jeudis Poèmes chants
sketches etc...

Lundi 13 août à 21h : *Le siècle des*
lumières. Diderot : Lettres à Sophie Volland
avec Amélie Prevost accompagnée à la vielle
à roue par Emmanuel Monnet.

Lundi 20 août à 21h : *Jean-Jacques*
Rousseau, Discours sur l'inégalité avec
Michel Parot.

Lundi 27 août à 21h : *Un précurseur du*
Siècle des Lumières Jean Meslier, curé
d'Etrepigny Court-métrage d'Alain Dhouailly
présenté par l'auteur accompagné de textes
de Voltaire et Meslier.

Marché du livre d'occasion Le jeudi 2
août de 9h à 20h.



Fabienne Cinquin

Les programmes de l'été - 9

La Naute

Asso Naut'Active 23190 Champagnat / St Domet 05 55 67 12 54

Les spectacles de l'été 2007

Jeudi 19 Juillet 21h30 : La caravane passe
(Nord) Fanfare balkano-volcanique
Attention, chaud bouillant! C'est un tourbillon qui nous attend ce soir.

Dimanche 22 Juillet 19h + 21h30 : The Beagles (Creuse) Blues rock
Etrangement, le local de l'étape, c'est un petit duo 100% britannique.

Mercredi 25 Juillet 21h30 : Dunya
(Montpellier) Chant et danse indo-tzigane

Vendredi 27 Juillet 21h30 : Macoura Traore (Toulouse) Musique africaine

Vendredi 10 Août 21h : Mabreuch (Paris)
Fanfare virtuosifunkissime

Dimanche 12 Août 21h : El Facteur (Paris)
Chanson mexicanoparisienne

Jeudi 16 Août 21h : El Bec Trio (Toulouse)
Swing manouche

Samedi 18 Août 20h : Blues Gang / 3 p'tits cochons
Rock n Roll 70s and 80s

Jeudi 23 Août 21h : Jeff Zima Blues Rock de ouf

Dimanche 26 Août 19h + 21h : Dine et Déon Chansons gouailleuses

Soirées "Danses, Musiques et Cuisines du Monde" en collaboration avec le festival « les Portes du Monde » à Felletin (Creuse) :

Jeudi 2 Août 18h/21h : Miriyagnouma
(Burkina Faso) Folklore Burkinabé

Vendredi 3 Août 18h/21h : Manahau
(Tahiti) Folklore Tahitien

Enfermés Dehors Festival 31 août - 1er septembre

4ème édition. festival de musiques actuelles, chanson française. Concerts et animation à partir de 14h.

Info : *Enfermés dehors* 06 12 92 34 01

Les animations

9-13 Juillet et 16-20 Juillet :

la compagnie Komak et Co vient faire son cirque en compagnie des enfants de la Naute ... **Jonglerie, Acrobatie, Equilibre sur objets, Fil autonome, Clown...**

Stages forfaitaires journée ou semaine
matin 9h30 à 12h30 et/ou après-midi 15h à 18h. Public de 6 à 12 ans.
Sessions tout-petits (3 à 5 ans) avec participation des parents.

21 et 22 Juillet :

L'asso MULTI FA 7 proposera à la Naute 2 sessions consacrées à la **danse HIP-HOP** pour les 8 à 12 ans de 14h30 à 16h30 et aux et les + de 12 ans ensuite.

12 Août : Objets Flottants Non Identifiés

(définition petit Larousse)

Imaginée et organisée par l'asso Tracteur d'Aubusson en 2002 et 2003, c'est la course la plus débile du paysage sportif sud creusois. Les bricoleurs les plus loufoques et les embarcations les plus incongrues livreront une bataille sans merci sur le plan d'eau à travers des joutes amicale. A vous d'inventer la suite. Un atelier de fabrication sera mis

en place la veille pour permettre aux Géo Trouvetout locaux de peaufiner leur style...Ouvert à tous. Lâchez-vous...

Dimanches 22 - 29 Juillet et 5 - 12 Août à partir de 10h. Accrobranche
Découverte des arbres avec l'association Sensa Cimes, à partir de 6 ans. Participation à réserver au 0622804656

Mercredis 18 et 25 Juillet et mercredi 8 Août à 16h. Eveil musical
Atelier découverte des instruments et du rythme pour les tout-petits (3 à 5 ans) en collaboration avec l'association Fée d'hiver. Les Participation: 3 euros + Adhésion 2 euros

Mardi 7 Août, jeudi 9 Août, mardi 14 Août, jeudi 16 Août. Vagabond'Art
initiation aux arts plastiques et aux différentes techniques pour les enfants de 7 à 12 ans. Projet de "chemin d'expo" autour du plan d'eau.

Dimanche 9 Juillet, tournoi de Beach Soccer

Dimanche 29 Juillet session
d'initiation / perfectionnement au **Roller**

Abonnement à Creuse-Citron

Les frais d'envoi postaux sont de 1,25 euros par numéro. Creuse-Citron étant à prix libre, vous pouvez ajouter ce que vous voulez, sachant que le coût de fabrication d'un numéro est de 50 cts.

1 an (4 numéros) = 5 euros (frais de port) + ... (prix libre)
2 ans (8 numéros) = 10 euros (frais de port) + ... (prix libre)
20 ans (80 numéros) = 100 euros (frais de port) + ... (prix libre)

Indiquez le nombre de numéros que vous désirez recevoir, libellez votre chèque à l'ordre de -Citron Libre- et adressez le à Creuse-Citron C/o CNT 23 BP 2 23 000 Sainte-Feyre



10 - Mauvaises fréquentations

L'ATELIER à table !

L'ATELIER s'est ouvert à Royère de Vassivière en juin 2003. Bien plus qu'un simple bar, on y trouve : bibliothèque, internet, coin salon, jeux, et aussi concerts, projections, débats. Au-delà de l'aspect commercial, son organisation et son fonctionnement « alternatifs » nous ont interpellés.

Comment tout a commencé ?

Nicolas : On était une bande de copains moitié de Creuse, moitié de Paris. On avait le projet de faire quelque chose ensemble et rien n'avait encore abouti. A l'hiver 2002, il y a eu l'idée d'acheter une maison et on s'est retrouvé à plusieurs autour de ça avec Emma et Base, Ananda et Marie... et puis ça a été très vite après. On a ouvert six mois après.

Ananda : Moi, je sortais tout juste d'un très gros boulot à France-Télécom. J'avais envie de participer à la création d'un projet de groupe. Et puis, habitant à Royère depuis peu, et ayant un petit garçon à l'école, je trouvais le village assez triste. J'étais loin d'être le seul à le penser ; donc, on avait envie de créer un endroit, une aventure pour tous les gens du village.

Ann : A l'époque où on a ouvert, je crois, mais c'est peut-être notre vision à nous, le village était en train de déperir, plein de services n'existaient plus, le village de vacances de Masgrangeas venait de fermer, c'était une sorte de poumon économique pour le village, la station service était fermée. L'idée, c'était de prendre le contre-pied des commerces de saison et de proposer quelque chose à l'année qui soit un « lieu de rencontre ». Royère fait partie des endroits où tu as envie de t'installer si tu sais qu'il y a un endroit où tu peux sortir ; s'il n'y a rien, c'est super déprimant, surtout pour des gens de la ville qui sont habitués à du brassage, à de la vie le soir. Pour ma part, une des grosses motivations était de continuer mon boulot, technicien du spectacle, intermittent. Je travaillais pour la télé à Paris, pour de l'événementiel. Je voulais trouver un peu plus de sens, un peu plus de lien social, plus à l'échelle humaine.

Donc à la base vous avez racheté un bistrot ?

Ananda : Non, il n'y avait pas de bistrot. Il y avait juste un bâtiment très central dans le village sur la place historique qui était complètement désertée. On passait devant tout le temps, il y avait un panneau « à vendre ». On est allé le visiter, on était une dizaine, on était tout fous : c'était hyper grand, c'était génial, c'était pas trop cher. Une fois que ce bâtiment était là, on s'est dit : qu'est ce qu'on peut faire là-dedans ?

Nicolas : L'idée de base, ce n'était pas un

bar. C'était un lieu pour faire ce qui nous manquait : un point internet, des spectacles, une boutique avec des produits exotiques, des produits qu'on aime bien et qu'on ne trouve pas. Le bar, c'est venu naturellement comme moyen de financer tout ça. C'est le meilleur moyen de rencontrer du monde. Tu marques « bar », tu ouvres la porte et les gens rentrent. Tu marques « boutique », les gens ne rentrent pas forcément !



Quelle est votre structure ?

Ananda : Nous avons créé une société commerciale. On a imaginé plusieurs solutions, du genre scoop, coopérative, association. Mais tout s'est passé rapidement car entre le moment où on a eu l'idée de le faire et où on l'a fait, il s'est passé un mois ! La SARL paraissait être assez souple, finalement on pouvait en faire autant une coopérative qu'autre chose. C'est un bon outil dans le cadre du commerce. Quand on va voir les banquiers, la chambre de commerce ou les fournisseurs, c'est rassurant.

Le capital est-il également réparti entre vous ?

Nicolas : Le capital n'est pas réparti également puisqu'au départ on était douze actionnaires de la SARL avec cent parts en tout : Ananda en a quarante, moi j'en ai quarante, Ann en a six, Marie en a six et les huit autres en ont une chacun. En fait, c'était lié au fait que j'avais quelques sous et Ananda aussi. Mais au niveau des votes, le poids d'un vote est lié à la personne physique et

non pas au nombre de parts.

Ann : Un des choix de base était de ne pas redistribuer les bénéfices aux actionnaires mais de réinvestir ; de toute façon, il y avait de gros investissements à faire. Donc ça fonctionne de façon assez collégiale. : une personne, une voix.

Nicolas : Mieux même, puisque des personnes bossant à L'Atelier, qui ne sont pas forcément associés de la SARL, assistent

aux réunions, donnent leur avis...

Etes vous tous salariés de L'ATELIER ou non ?

Nicolas : On espérait salarier une personne à plein temps au bout de six mois et ça a été plus vite que prévu ; au bout de six mois, il y avait trois salariés, je crois. Ça fait quatre ans qu'on est ouvert et, aujourd'hui, tous ceux qui bossent sont payés.

Ann : Il y a eu un gros coup de pouce des associés le premier été pour bosser gratuitement et donc amorcer le remboursement de l'investissement. C'est peut-être idéaliste au début de dire on part sur 105 heures à peu près d'ouverture hebdomadaire mais c'est ce qui permet aussi à un lieu de devenir un lieu de vie. C'est aussi bien un bar de matin, qu'un bar de midi, l'après-midi il y a des ados qui passent... et vraiment il y a plein de populations qui viennent pas seulement pour consommer des boissons, de l'alcool. Une grosse partie de l'argent gagné est réinvesti dans le salariat, c'est-à-dire que la masse salariale est très importante.

Mauvaises fréquentations - 11

Quelle est votre position par rapport au travail ?

Nicolas : On nous dit « il faut travailler plus pour gagner plus », pour nous c'est exactement l'inverse. On a pu faire ça parce qu'on est nombreux ce qui permet qu'on ne travaille pas du tout à plein temps. Aujourd'hui, sur tous les gens qui bossent, il y en a deux à plein temps. Sauf exceptionnellement, il n'y a personne qui est là tous les matins à huit et qui repart le soir à une heure du mat.

Ananda : Nos contrats sont plutôt à 25 heures en règle générale. Ce n'est pas classique du tout, en tout cas pour un commerce comme celui-là. Le coût de l'ouverture est assez cher. La masse salariale moyenne d'un café-restaurant en France est de l'ordre de 20 à 30 %, à L'ATELIER on est à 60, 70 %.

Ann : Ce pourcentage vient aussi du fait qu'on a choisi de marger un peu moins que les autres bars et donc, forcément on dégage moins de bénéfice.

Avez-vous des tâches attribuées ou y-a-t-il une certaine rotation ?

Ananda : Je crois que ça s'est fait un peu naturellement. Il y a des gens qui sont plus barmans, d'autres qui sont plus branchés bouffe, il y en a d'autres qui s'occupent plus des concerts, plus de la gestion du lieu...

Ann : On va vers une professionnalisation pour pouvoir faire vivre un certain nombre d'idées qu'on avait au départ, par rapport aux prix qu'on propose, comme des prix d'appel sur des boissons, pas des boissons alcoolisées comme cela se fait en brasserie mais sur des boissons non alcoolisées et donc on marge moins, les amplitudes horaires... Il faut gagner de l'argent les rares moments de l'année où il y a du monde et donc pour ça il faut être très opérationnels. Toutes les animations sont gratuites, elles sont financées en grande partie par les bénéfices du bar. On professionnalise les postes pour pouvoir être un commerce standard pour les gens qui ont envie simplement de consommer et pouvoir être plus pour les gens qui ont envie de plus.

Comment s'est passée votre intégration dans le village ?

Ananda : Je trouve que ça s'est assez bien passé, la majorité des gens du village sont contents que ce lieu existe. Dans la bande nous sommes plusieurs à être connus ici, j'ai été à l'école et j'ai passé mon bac ici, tous les gens qui ont à peu près mon âge me connaissent, mon père était paysan ici. En

2002, quand on a visité le bâtiment à dix, tout le village nous a vus, alors on a proposé une réunion aux gens pour expliquer notre projet et satisfaire leur curiosité. L'idée de départ était d'expliquer aux autres commerçants qu'on n'allait pas leur piquer des clients mais qu'on allait attirer du monde, donc dynamiser tous les commerces locaux et aujourd'hui ça se vérifie. Tous les commerçants étaient venus à notre réunion. Nous faisons nos courses, boucherie, boulangerie, tabac dans le village. Il y a aussi une grosse interaction avec les associations du plateau et des environs qui se retrouvent à L'Atelier.

Vous avez une certaine connotation politique. Vous accueillez des débats sur le nucléaire, vous diffusez Creuse-Citron, etc. C'est volontaire ?

Ann : Pour nous c'est presque du bon sens. Nous sommes tous dans la même mouvance politique, plutôt à gauche, mais nous n'affichons pas une identité politique collective. Aucun de nous n'est vraiment militant mais on a à coeur que L'Atelier soit un lieu de diffusion pour certaines idées. Après il y a toujours cette adéquation avec le commerce, par exemple on a accepté de vendre les cartes de chasse alors qu'on est plutôt contre. Mais les chasseurs sont aussi des clients et en venant à L'Atelier acheter leur carte ils auront peut-être l'occasion de discuter avec des gens qui sont contre. Un lieu de rencontre doit être ouvert à tout le monde.

Vous avez eu des remarques sur votre coloration ?

Ann : Pour le village on doit avoir l'image d'une bande de jeunes un peu gauchistes. Les seules accroches qu'on a pu avoir c'est avec des gens qui tenaient au bar des propos racistes, on leur a dit qu'on ne parlait pas de ça ici et ils respectent cette règle quand ils reviennent. Le lieu pose une légère coloration politique qui fait que les gens ne se lâchent pas. Mais c'est un lieu public et nous sommes garants que ça ne soit pas n'importe quoi quitte à parfois nous auto censurer politiquement.

D'un point de vue culturel, vous aviez un projet précis ?

Ann : Le projet est que la SARL puisse être le soutien d'une activité culturelle pour faire de ce lieu un lieu de vie. On est parti sur le principe de l'entrée libre pour les manifestations que nous organisons, surtout des concerts, mais aussi huit expos par an, vingt quatre projections de films, pour attirer des

gens qui ne sont pas forcément consommateurs de culture et pour faire partager ce qu'on aime. En organisant les concerts on fait venir ici beaucoup de gens de l'extérieur et ça crée un brassage avec la population locale. On est sur un projet de création de mini résidence pour permettre à des artistes de travailler plusieurs jours ici. L'Atelier est aujourd'hui connu dans toute la France parce que plein de musiciens sont passés ici et comme on n'est pas très riches pour organiser les concerts on a misé sur la qualité de l'accueil. Les musiciens qui viennent sont sensibles au contexte et ne sont pas là que pour cachetonner.

Quels sont vos rapports avec les autres lieux en Creuse qui ont le même esprit, comme ceux de la Naute par exemple ?

Ann : On s'est rencontré très vite, ça fait pour moi partie du boulot de programmation de se connecter avec ce qui existe au niveau local. On a échangé très vite des idées de programmation.



Quels sont vos projets d'avenir ?

Nicolas : Pérenniser ce qui existe déjà, continuer à faire tourner le bar, faire mieux marcher le resto et la boutique. Pour la boutique, l'idée de départ c'était de présenter les productions locales, des produits difficiles à trouver, exotiques et des produits du commerce équitable. Comme la boutique est ouverte aux mêmes horaires que le bar, elle sert d'épicerie de nuit, de dépannage. Lié à la boutique, il y a un projet de centrale d'achat pour aller le moins possible au supermarché, acheter en gros pour un effet d'économie et le plus possible du producteur au consommateur : on a monté un groupement d'achat pour faire profiter les gens du plateau des tarifs de gros que l'on obtient du fait de notre statut de SARL et de nos volumes d'achat avec une commande tous les trimestres. Enfin, on est en train de faire des travaux pour ajouter une activité de location de bureaux avec du matériel mutualisé à destination des associations.

12 - Capitalisme à la poubelle

La Ville d'Oyonnax contre les Ogres de Barback.

Les Ogres de Barback, que nous avons appréciés lors de la manifestation « Aux urnes etc. » ont eu le mauvais goût de se donner en spectacle le 5 mai dans la bonne ville d'Oyonnax et de diffuser, lors des rappels, une vidéo de quelques minutes où l'on voyait entre autres la racaille au karcher, la reine blanche autoritaire et des sans papiers manifestant contre les lois de la sarcaille.

Le maire UMP (Ultra Mauvais Pugnace) n'a pas aimé et a exigé des « explications » accusant les Ogres de « violer la neutralité républicaine à l'intérieur d'un bâtiment public » (!) chose d'autant plus grave que « la campagne officielle était close » (!!) et que ça a « choqué les convictions d'une partie importante du public » (!!!), d'autant plus, cerise sur le gâteau, que « les artistes étaient payés par la Ville d'Oyonnax [...] où les électeurs ont voté Sarkhozy à près de 60% » (!!!!).
« Qui êtes-vous donc et quelle saurait-être

votre légitimité pour exiger quoi que ce soit d'artistes, aussi libres que n'importe lequel des citoyens de ce pays ? » répondent les Ogres dans un beau courrier plein d'humour. En guise d'explications, ils donnent à ce prétentieux une leçon de démocratie et de politique qui se termine ainsi : « *Vous brandissez un argument particulièrement novateur. Une ville devrait, pour les dépenses qu'elle prend en charge au niveau culturel tout au moins, tenir compte, en pourcentage, de l'orientation politique de ses habitants. Il vaudrait donc accueillir, à cachet équivalent, trois spectacles estampillés « de droite » pour deux autres que vous présenteriez « de gauche ». L'école républicaine nous avait pourtant appris qu'un édile doit raisonner en terme d'intérêt général plutôt que d'orientation partisane. Et, tant qu'à être cohérent, vous devriez commencer par débaptiser votre Centre Culturel Aragon, pour lui substituer celui de Johnny Hallyday ou de Doc Gynéco.* »

Tout cela pourrait être simplement ridicule, mais dans une époque où les linceuls bleu-blanc-rouge sont à la mode et où souffle un vieux vent de pétainisme sur de mauvais matins bruns, c'est plutôt le signe du cynisme débridé d'une classe politique à tendance totalitaire.



Le RSA, une guerre de basse intensité contre les classes sociales les plus modestes

L'avocat d'affaires Sarkozy a pris le contrôle de l'appareil d'Etat au bénéfice des plus riches. Pour augmenter leurs profits et leurs revenus, le pouvoir va faire feu de tout bois et les différentes mesures annoncées vont toutes dans le même sens :

- diminuer l'aide versée aux plus pauvres.
- pourchasser les personnes réfugiées dans l'Hexagone qui, obligées à la clandestinité, sont une main d'oeuvre corvéable à merci.
- intensifier la rentabilité du travail salarié pour les patrons (notamment par les heures supplémentaires, exonérées de charges et de cotisations sociales: retraite, maladie,...).
- encadrer et compresser les services publics au maximum pour créer des créneaux d'activité privés, aux bénéfiques juteux : secteur bancaire (Poste, Caisses d'épargne), éducatif (soutien scolaire, contrats écoles entreprises).

Education, santé, social, surveillance des populations, enfermement des « déviant-es »... Le nouveau pouvoir promet notamment de mettre les sans emploi au travail pour un revenu dérisoire, ce qui mécaniquement mettra sous pression toutes les catégories de salariés qui voudraient revendiquer de meilleures payes ou conditions de travail.

Ainsi le gouvernement Fillon s'apprête à instaurer un RSA, Revenu Solidarité Active. Celui ci aboutira à diviser le monde travail en trois catégories :

- les salariés de droit commun qui ne vont pas tarder à goûter de la flex-sécurité.
- les forçats du RSA qui se verront obliger d'accepter tous les petits boulots (CDI, CNE : 1h / semaine dans le nettoyage par exemple).
- les jugées inemployables qui seront immédiatement placé sous tutelle.

Et aujourd'hui, personne n'est à l'abri d'un licenciement et/ou d'une dépendance des aides sociales.

Le RSA est une mesure élaborée de longue date, par des groupes de réflexion, marqués à "droite" comme à "gauche". Martin Hirsch, proche du PS et du MEDEF, ex dirigeant d'Emmaüs France, y a largement contribué ! Il se retrouve aujourd'hui dans le gouvernement Fillon.

Au-delà du quadrillage policier des rues et espaces publics que nous constatons ici même, les populations fragilisées économiquement vont être encadrées et mises littéralement sous tutelle au nom de la lutte contre le chômage. En parallèle du RSA, le gouvernement prévoit une interconnexion de tous les dispositifs

sociaux-éducatifs, des fichiers d'informations sur les personnes et les familles, de la maternelle à l'hôpital.

Les mobilisations spontanées qui se sont succédées à Nantes et ailleurs dans l'hexagone depuis le 6 mai indiquent clairement le refus de la population de se laisser faire au nom d'un système de démocratie parlementaire taillé sur mesure pour défendre les intérêts des plus riches. Lors des agoras place Royale les 9, 16 et 23 mai, de nombreuses interventions visaient les prochaines mesures que Fillon s'apprête à imposer après les élections législatives. Pourtant au-delà des paroles aucune perspective de mobilisation et de résistance ne s'est dégagée jusqu'ici, et attendre les législatives et la sanction des urnes ne fait qu'éparpiller nos énergies.

Nous pensons que le RSA est relié à l'ensemble de ces mesures anti sociales par de multiples dispositifs. Le REFUS du RSA peut être l'axe fédérateur de ces énergies dressées contre l'arbitraire. Nous proposons que l'agora soit notamment le lieu où s'élabore la résistance collective à cette prochaine offensive du gouvernement aux ordres de Sarkozy.

À Nantes, des réfractaires à ce monde de fric et de flics. le 30 mai 2007.

Graffitis à la sauce insoumise sur un plateau

En cette fin d'élection présidentielle 2007, de drôles de fleurs (vénéneuses ?) ont éclo, sur le plateau de Millevaches (Peyrelevade, La Villedieu, Faux la Montagne, Royère de Vassivière, Saint Martin-Château...). Affiches, tags, pochoirs... ont parsemé la campagne au gré des supports trouvés, même des arbres ont su attirer l'attention de ces nouveaux « fleuristes ». Quelles étaient les intentions de ces jardiniers politiques : interroger, questionner, interpeller... l'ensemble de la population locale ? Espérons qu'ils y aient un peu réussi !

CREUSE-CITRON a cueilli quelques unes de ces fleurs pas comme les autres et vous les proposent.



14 - Mauvaises lectures



On a pu lire cette inscription sur les murs de l'EHESS occupée lors du mouvement dit « anti-CPE » (printemps 2006).

Quelle « folie » a traversé le cerveau de celui qui tenait cette bombe non seulement de peinture mais aussi intellectuelle et idéologique ?

Léon de Mattis nous en donne une explication des plus convaincantes dans ce petit livre que d'aucun traiteront de pamphlet. De l'idée de vote « véritable stérilisation sociale » à l'idée de « représentation » « escroquerie faramineuse », il va démontrer avec une rigueur quasi inattaquable, les uns après les autres, tous les fondements théoriques de la démocratie. Un véritable scandale pour tout défenseur de l'ordre et de la loi, piliers naturels et incontestables de l'Etat. Mais n'est-ce pas, plutôt, la vérité qui est scandaleuse !

Il faudrait citer toutes les pages, tant il y a d'analyses et de réflexions intéressantes. En voici, tout de même, quelques très courts extraits : « Le vote est, par excellence, le moyen de faire fermer sa gueule à ceux qui ont des choses à dire ». « L'idée même de « représentation » est une escroquerie faramineuse. Personne ne peut représenter personne. Si quelqu'un parle à ma place, c'est qu'il m'a confisqué la parole ». « Le propre du discours culpabilisateur de la démocratie est de s'arranger pour rejeter la faute du fonctionnement vicié du système sur celui qui refuse d'y participer ».

La démocratie est devenue à proprement parler incritiquable, et le simple fait de se déclarer contre elle suffit à ses yeux pour invalider définitivement le discours de celui qui le tient : horizon indépassable, hors de portée de toute critique, telle veut être la démocratie et telle se présente-t-elle à nous. A lire et à méditer sans attendre. Et nom de Dieu, vive l'Anarchie !

Mort à la démocratie de Léon de Mattis (Editions L'Altiplano. Collection agit'prop) 2007.



Nous vous avons parlé dans le précédent *Creuse-Citron* des infâmes condamnations du dessinateur, Placid, de l'auteur, Schouler et de l'éditeur, Sitbon pour le petit livre « Vos papiers. Que faire face à la police ? » paru en 2001.

Un silence étouffant ainsi qu'une chappe de plomb de la part des médias et des grandes maisons d'édition fut la seule réaction que l'on put déceler !

Dans ce cas de censure, nous sommes loin de l'affaire des caricatures de Mahomet avec Charlie-hebdo et Val à sa tête. Ceci, sans parler des multiples soutiens et du traitement médiatique, il n'est que de constater que Val a préféré remercier le futur (actuel maintenant) président de la République de son soutien plutôt que de s'indigner de voir ce même président (à l'époque ministre de l'Intérieur) faire condamner en appel trois « rebelles » à toute forme de censure.

C'est vrai, comme le dit F. Kaddour (éditeur), qu'« il est plus facile de défendre la liberté de caricaturer le prophète d'une religion immigrée que celle de rire des représentants de l'ordre établi ».

Ce dernier se proposa alors, pour faire suite au blog « Tous cochons » de R. Malingrey, de coéditer un livre réunissant dessins et textes sur le thème « police et cochonnailles en tout genre » ! C'est alors une trentaine d'éditeurs et des dizaines de dessinateurs avec leurs dessins qui répondirent présents à cette proposition

pour faire barrage à ces condamnations et à cette censure inacceptables. En quelque sorte, tous solidaires, tous coupables de caricaturer, d'informer, d'éditer et de résister, ce qui n'est pas le cas de tout le monde (voir ci-dessus) !

A se procurer rapidement, tant pour se délecter de la multitude de dessins plus « irrévérentieux » les uns que les autres que pour faire acte de soutien et de résistance face à un ordre idéologique de plus en plus pressant.

Tous coupables ! aux éditions du Faciès / Les cochons enragés 2007.



Une série de portraits truculents par un « éduc » qui se doit de gérer les sans-abri lorsqu'ils débarquent dans son centre d'hébergement.

Sans ménagement pour ceux de la Croix rouge et ceux de son administration, il dénonce, il fustige ... Cela redonnerait envie de lire à ceux qui n'en n'ont plus envie ; il y a des illustrations, mais on aurait aimé un petit lexique...

Dans la postface, l'auteur, Thierry Pelletier, nous conte son expérience dans un univers quasi-carcéral, dont on a peu conscience. Comme le dit un de mes amis « il y a de belles gens » : ce Thierry, on a envie de lui décerner des médailles et en plus on est content qu'il soit à la CNT.

Aux Éditions Libertalia

**Fermez la rue
Ouvrez la voix**

La saison et le lieu (un été en Creuse) évoquent tout naturellement le tourisme, ce qui est en totale résonance avec le dossier («L'horreur touristique») du dernier numéro d'Offensive (libertaire et sociale, n°14 Mai 2007).

Le tourisme peut se décliner en tourisme social, de masse...jusqu'au, très branché, tourisme durable, sans oublier l'indéfendable tourisme sexuel ! Les problèmes engendrés par cet inévitable phénomène social sont tout sauf simples. Les libertaires n'ont guère abordé le sujet, ce qui donne à ce dossier un intérêt encore plus marqué. De nombreux aspects sont étudiés : la promesse d'une «pureté en solde» (marche-pied d'une «vision hygiéniste du monde inquiétante»), la domestication de la nature associée à la destruction des cultures (en évoquant le livre de B.Charbonneau «Le jardin de Babylone»)...à lire en particulier, l'article «Habiter son pays» qui montrent que «les conséquences du tourisme sur le tissu social, sur la propriété foncière et sur les valeurs de la population locale sont désastreuses». Le cas évoqué, ici, est celui du Pays basque, mais que de parallèles sinon d'étroites similitudes avec Vassivière ou bien encore le Parc naturel régional de Millevaches ! Tout y est : les élus qui pensent avoir trouver la fameuse «poule aux oeufs d'or», l'entreprenariat agricole, agrimanagement comme seule solution à un monde agricole fragilisé, la spéculation immobilière sans fin...

Certains ont commencé à réfléchir, à se rencontrer, à initier un début de résistance à cette volonté de transformer la campagne creusoise en un « parc d'attractions géant » et à notre «folklorisation».

Que les autres n'attendent pas qu'il soit trop tard pour réagir !



Le prochain **Offensive** (n°15 Octobre 2007) annonce un dossier sur «genre et sexualité» qui devrait

interroger plus d'un d'entre nous.



le Plan B - juin 2007-

Après une certaine absence, voici donc le nouveau **Afrique XXI** (n°7 Printemps 2007) qui nous propose une série d'articles sur la «bataille du rail» en Afrique.

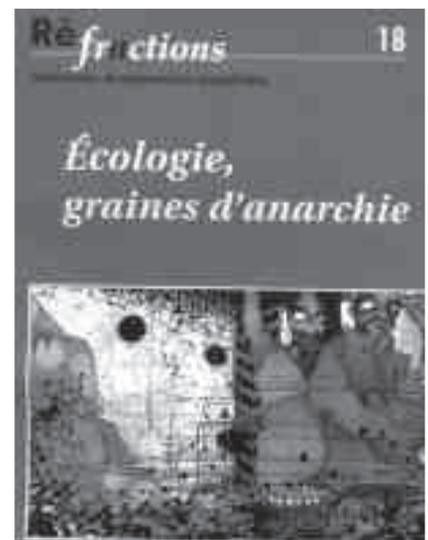
La présentation de ce dossier rappelle que la lutte pour la défense ou la conquête d'un service public de chemin de fer a souvent des implications autres que celle du statut des travailleurs de ce secteur. Elle concerne en effet toutes les populations et a des impacts sur la vie quotidienne de millions de personnes, notamment en Afrique. Ce mode de transport a une importance capitale compte tenu de la difficulté de circuler sur les routes dans nombre de régions, aussi doit-il rester accessible et au service de tous.

On pourra lire aussi, dans une nouvelle rubrique sur la vie des migrants africains en France, comment au squat de Cachan, se déroulait cette vie et comment elle se termina. En effet, c'est le 17 août 2006 que ce plus grand squat de France (environ 1000 personnes) fut évacué de force par plus de 1000 policiers et CRS sur décision du ministre de l'intérieur de l'époque, M. Sarkozy. Tant que l'Afrique ne sera pas libérée, partout dans le monde sera chez nous ! était scandé au mégaphone par une jeune expulsée. Le bon sens de celui qui n'a pas grand chose à perdre !

Le dossier d'**Alternative libertaire** (n°163 Juin 2007) consacré à une société sans prison pourra paraître provoquant sinon utopique mais pourtant... La prison semble aujourd'hui incontournable. Les remises en cause de son existence même sont rares, on se mobilise pour l'essentiel, pour la rendre moins inhumaine. La légitimité de l'enfermement et de la privation de liberté (en fait, c'est bien plus que cela dans les prisons françaises et autres) est une vraie question qui ne peut pas être évacuée d'un claquement de doigts ! Les libertaires n'en feront pas l'économie ;

déjà un certain nombre de pistes a pu être proposé. On pourra lire avec grand intérêt l'interview de Gabriel Mouesca (ancien détenu basque), aujourd'hui, président de l'OIP (Observatoire international des prisons créée en 1996) dont, voici, un extrait clair, fort et sans appel : ...on sait que la société sans prison ne peut être qu'une société dénuée d'inégalités, d'injustices. C'est un objectif qui ne tient pas de l'utopie. Nous savons, en effet quels sont les phénomènes qui produisent l'injustice, qui conditionnent les inégalités. Reste à les combattre. C'est l'affaire de toutes et de tous. Chacun à son niveau. Etre abolitionniste, c'est lutter contre toutes les prisons. Les prisons les plus solides sont bien celles de nos certitudes, de nos préjugés, de nos lâchetés au quotidien. L'abolitionnisme existe depuis que la prison existe. Ce courant politique est pour moi un courant d'avenir, il représente la victoire de la vie sur la mort, la victoire de la civilisation sur la barbarie. Car la prison n'est que barbarie ! Rien à rajouter.

Réfractons de ce printemps 2007 nous propose un passionnant dossier intitulé *Ecologie, graines d'anarchie*. Le problème environnemental est devenu d'une actualité brûlante aussi se pose la question pour les anarchistes de quoi faire dans l'immédiat et dans le concret ? Le dossier présente des réponses non technocratiques à ce problème qui favorisent la décentralisation et l'autonomie des individus et des groupes et qui sont porteuses d'une émancipation vis-à-vis du capital et de l'Etat. (...) Ainsi, depuis quelques années, une mosaïque de petites expériences agricoles collectives a vu le jour, à côté d'autres déjà bien rodées. Plus qu'un simple "retour à la terre", ces expériences sont un moyen de nous réapproprier nos vies par la racine...



16 - Vous êtes cernés

Ciné agricole à St Marc à Loubaud

Parmi les films présentés, nous avons noté :

Vendredi 10 août 2007

18h : Mondovino

Film documentaire de Jonathan Nossiter, 2004, 2h15.

21h : Paul dans sa vie

Film documentaire de Rémi Mauger, 2007, 1h43.

Samedi 11 août 2007

14h : Conférence-débat L'agriculture française dans la

mondialisation,

animée par J-M Bortheirie, Cercle Condorcet. Entrée gratuite.

15h30 : Le Marché de la faim

Un film d'Erwin Wagenhofer, 2004, 1h36.

17h : Toi l'Auvergnat, dernier paysan

Film de René Durantou, 1999, 1h30.

Rens. : Amicale de St-Marc-à-Loubaud - 06 81 99 50 82

F.O.L.23 - 05 55 61 44 10



On nous communique la mort de Sacco et Vanzetti
à l'Hôtel de région de Limoges le 22 septembre 2007



Où trouver Creuse-Citron ?

Aubusson :

Bar *Au Fabuleux Destin*, 6 rue Roger Cerclier.

Bar *L'Avant-scène*, Centre Jean Lurçat.

Champagnat : Snack-bar *Aux deux Pas d'là*.

Champagnat / St Domet : Etang de la Naute

Champagnat : Bar de Montelladonne

Chaussidoux : Bar Restaurant *La Stabu*.

Chavanat La Roussille : Le Papillon rouge

Eymoutiers : Librairie Passe-Temps

Guéret :

Bar-tabac *Le Balto*, place du Marché.

Librairie *Les Belles Images*, rue E. France.

Bar-tabac *Le Bolly*, 2 rue Maurice Rollinat.

Royère : Bar *L'atelier*.

Sardent : Bar *Chez Bichette*

Bar *Chez Josiane*

St Laurent : Bar *L'Envolée* 13 rue des Cerisiers
et bien sûr

dans les manifs et rassemblements

**Creuse-Citron est également téléchargeable
en version PDF sur : <http://cnt87.org/>**

22 août 1927 : A minuit, prison de Charlestown, Massachusetts (Etats-Unis) : Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti, deux militants anarchistes italiens, accusés de crimes qu'ils ont toujours niés, sont exécutés sur la chaise électrique après sept années de prison. Sept années au cours desquelles des comités de soutien se sont mobilisés partout dans le monde pour défendre leur cause. Quatre-vingts ans après. Mémora à VII s'interroge sur leur histoire pour faire dialoguer le passé avec le présent.

Le combat héroïque de deux personnes contre cette institution avide d'argent et de pouvoir, qui allait devenir le FBI, donne à cette histoire une pertinence que ne démentira pas notre époque où le destin du monde se joue dans des bureaucraties nationales et multinationales impitoyables. Mais il existe aussi, maintenant, des femmes et des hommes qui veulent agiter la conscience planétaire, et cette rencontre de deux êtres avec leur destin ne pourra que les éclairer. Ronald Creagh.



Creuse-Citron

s'adresse à tous ceux et celles qui luttent contre la falsification de l'information et la diffusion généralisée de l'idéologie libérale. C'est un journal indépendant et libertaire qui s'interdit toute exclusive et tout prosélytisme en faveur de telle ou telle organisation syndicale ou politique. Sur cette base nous publierons toutes les informations que vous nous ferez parvenir.

Ce journal est réalisé par le Collectif libertaire Creuse-Citron.

Prix Libre

Nous vous proposons Creuse-Citron à prix

libre. C'est, pour notre collectif, une démarche politique, non marchande, alors que par ailleurs, l'habitude est de payer le même prix, que l'on soit fortuné ou pauvre. Le prix libre n'est pas pour autant la gratuité# : c'est donner la possibilité d'acquiescer un même produit selon ses moyens et ses motivations.

Abonnements

(voir page 9)

Courrier postal : Creuse-Citron
C/o CNT 23 BP 181 23004 Guéret
Courriel : creusecitron@free.fr



La copie et la diffusion des textes publiés dans ce journal est libre et fortement encouragée.